

PV No 17 de la séance du Conseil communal du mercredi 29 août 2018

Présidence : Mme Anouk GAUMANN, Présidente.

Ordre du jour :

1. Appel
2. Présentation du professeur Parriaux « Les dessous de Saint-Prex - de l'Abbé Mermet à l'hydrogéologie »
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du PV de la séance du 27 juin 2018
5. Communications du Bureau
6. Communications de la Municipalité
7. Nomination de la Commission de gestion pour la gestion et les comptes pour la 3^{ème} année de législature
8. Rapport sur le préavis n° 03/06.2018 – demande d'un crédit de Fr. 270'000.- pour financer l'étanchéité des tuyaux existants permettant de protéger la nappe phréatique à l'avenue de Taillecou
9. Préavis n° 04/08.2018 – arrêté d'imposition pour l'année 2019
10. Préavis n° 05/08.2018 – demande d'un crédit pour financer la participation communale à la réfection du pont supérieur des Iles et le remplacement de la conduite d'eau potable
11. Simples questions
12. Contre-appel

1) Appel.

Il est 19h01 lorsque la Présidente ouvre la séance.

Les scrutateurs procèdent à l'appel.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs	Sandra BASTOW Chantal COURTAIS-REY Luc DUPUIS Eric JANICAUD Philipp LANGER	Marc-Antoine SIEGWART Carmelo TODARO Sandrine PITTOLAZ Sacha MEIER
-----------------------	--	---

Absents	Dominique DUBUGNON Michelle STRICKER	Roland LOCHER
---------	---	---------------

53 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

2) Présentation du professeur Parriaux « Les dessous de Saint-Prex – de l'Abbé Mermet à l'hydrogéologie »

M. Parriaux fait une présentation sur des projets « Deep City », soit d'aménager, non plus la surface de la terre, mais ses souterrains.

Il présente ensuite les eaux souterraines de Saint-Prex et explique également à l'assemblée la méthode de recherche des courants souterrains développée par l'Abbé Mermet, lorsqu'il résida dans notre Commune, durant une dizaine d'années.

3) Adoption de l'ordre du jour.

La Présidente met en discussion l'ordre du jour.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité des membres présents.

4) Adoption du PV de la séance du 27 juin 2018.

Monsieur Thierry **JAQUIERY** a demandé l'ajout suivant au propos qu'il a tenu en page 223 :

« M. Thierry JAQUIERY aimerait revenir sur la deuxième partie, soit « 9.2 salle de gymnastique du Cherrat, réception des travaux ». Il aimerait savoir pourquoi la Municipalité a attendu la séance de ce soir pour annoncer l'existence du procès-verbal de réception de l'ouvrage et pourquoi ce document n'a pas été transmis avant à la Commission de gestion **et est très déçu de cet état de fait.** »

Il demande également l'ajout de la réponse que lui a fait M. Mosini, à savoir :

« M. MOSINI se dit très déçu lui aussi. »

M. **JAQUIERY** estime que le contenu du procès-verbal doit refléter et correspondre à ce qui a été dit.

Aucune autre modification n'ayant été demandée, le sujet est clos.

Le PV n°16 modifié est accepté à l'unanimité des membres présents avec les remerciements de la Présidente à son auteure.

5) Communications du Bureau.

Mme la Présidente rappelle qu'à l'issue de la séance, le Conseil se rendra au Manoir pour un apéritif offert par Mme et M. Von Overbeck. 50 membres du Conseil s'y sont inscrits. Le nombre de places de parc étant réduit, Mme la Présidente encourage les Conseillères et Conseillers à s'y rendre à pied ou à privilégier le covoiturage.

6) Communications de la Municipalité.

M. Daniel **MOSINI**, Syndic, nous fait part de ce qui suit :

a) Zone réservée - Communication n°17/08.2018

Le dossier de modification du plan général d'affectation «zone réservée» a fait l'objet de deux recours auprès de la Cour du droit administratif et public du Tribunal Cantonal.

Bien que l'effet suspensif ait été demandé par les recourant et accordé par le juge, la zone réservée reste applicable, car les effets se déploient dès l'enquête publique (principe de l'effet anticipé du plan).

Mme Barbara **REGAMEY**, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

b) Rejet d'un recours en lien avec la zone réservée - Communication n°19/08.2018

En avril 2016, le propriétaire d'une parcelle située dans le périmètre de la future zone réservée a déposé, malgré le préavis négatif de la Municipalité, un dossier d'enquête publique pour la réalisation d'une villa et de places de stationnement.

Bien que la procédure n'ait suscité aucune opposition et que les services cantonaux aient admis le projet, la Municipalité a refusé de délivrer le permis de construire, s'appuyant sur l'art. 77 LATC qui permet à une Autorité de refuser la délivrance d'un permis de construire lorsqu'un projet est contraire à un plan envisagé, mais non encore soumis à l'enquête publique.

Le propriétaire a alors décidé de recourir auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (CDAP) contre la décision municipale.

Après analyse des arguments des parties, la CDAP a rejeté le recours du propriétaire et a confirmé la décision municipale.

Cet arrêt du 29 juin écoulé conforte la Municipalité dans sa position de refuser systématiquement les projets situés dans la zone réservée.

c) Restrictions de circulation à la route de Lussy - Communication n°20/08.2018

La Fondation Perceval va entreprendre, dès ces prochains jours, la création de locaux provisoires pour permettre le déplacement des ateliers existants et la construction d'un établissement socio-éducatif pour 22 résidents. Des travaux seront simultanément entrepris au pont supérieur des Iles par l'Office fédéral des routes.

La route de Lussy étant particulièrement étroite, une restriction de trafic sera mise en place durant ces chantiers, d'entente avec Police Région Morges.

Ainsi, les camions ne pourront circuler à la route de Lussy que dans le sens de la montée pour accéder aux chantiers. Pour repartir de ceux-ci, ils devront transiter par le chemin de Marcy et rejoindre la route cantonale de Villars-sous-Yens.

Le trafic bidirectionnel est toutefois maintenu pour les véhicules légers.

Mme Carine **TINGUELY**, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

d) Accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS) - Communication n°18/08.2018

À la suite d'une augmentation des demandes des parents concernant la garde de leurs enfants, notre Autorité a souhaité ouvrir douze places supplémentaires depuis la rentrée scolaire 2018-2019. Cet accueil est destiné aux enfants de 5 à 8 P.

Nous avons le plaisir de vous informer que l'Office d'accueil de jour des enfants a accepté notre requête.

Ainsi, la capacité maximale d'accueil de notre structure est désormais de 36 places. Ces places ne seront toutefois ouvertes qu'à partir de la 30e inscription.

Pour mémoire, l'APEMS est ouvert les lundis, mardis, jeudis et vendredis après-midi de 15h00 à 18h30.

M. Stéphane **PORZI**, Municipal, nous fait part de ce qui suit :

e) Patinoire mobile - Communication n°16/08.2018

La Commune de Saint-Prex a investi de belles sommes pour la réalisation de diverses infrastructures sportives, dont la piscine en cours de réalisation.

Au vu des prévisions financières pour 2019 et 2020, la Municipalité souhaite contenir ses dépenses. Elle a donc décidé de renoncer à réinstaller une patinoire mobile l'hiver prochain.

Cependant, vu le succès rencontré durant l'hiver 2016/2017 et en fonction de l'évolution de la situation financière, notre Autorité espère pouvoir, d'ici quelques années, remettre une patinoire provisoire.

7) **Nomination de la Commission de gestion pour la gestion et les comptes pour la 3^{ème} année de législature**

La Présidente rappelle que la Commission de gestion est composée de 7 membres et qu'elle se réunit environ 10 fois par année.

M. Louis-Claude PITTET	propose	Mme Véronique SAVIOZ
M. Frédéric BERTHOUD	propose	M. Nicolas COTTIER
M. Nicolas COTTIER	propose	M. Frédéric BERTHOUD
M. Michel CONNE	propose	M. Michel PERRIARD
M. Philippe DEILLON	propose	M. Denis OGGIANO
M. Frédéric BERTHOUD	propose	Mme Barbara DELLWO
M. Michel PERRIARD	propose	M. Jean-Noël FANGUIN

Pas d'autres propositions.

Les 7 membres sont élus par applaudissement.

8) **Rapports sur le préavis n° 03/06.2018 – demande d'un crédit de Fr. 270'000.- pour financer l'étanchéité des tuyaux existants permettant de protéger la nappe phréatique à l'avenue de Taillecou**

La Présidente appelle M. Alain **FOLLY**, membre de la Commission et remplaçant de M. Eric JANICAUD, rapporteur, pour procéder à la lecture de son rapport.

M. Michel **CONNE**, Président de la Commission des Finances, relate aux Conseillères et Conseillers que la Commission des Finances a pu examiner les comptes de la Commune et assure que le montant de Fr. 270'000.- peut être engagé sans aucun risque et que, par conséquent, le préavis peut être approuvé tel que proposé.

Les Commissions proposent au Conseil communal :

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre les travaux d'étanchéification des tuyaux existants permettant de protéger la nappe phréatique à l'avenue de Taillecou ;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme totale de Fr. 270'000.00 ;
3. d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt ;
4. d'admettre que la dépense de Fr. 94'200.00 pour le centre culturel et sportif du Vieux-Moulin soit amortie en une seule fois, en 2020, par reprise du compte de réserve n°9281.04 « fonds rénovation d'immeubles » et que la dépense de Fr. 175'800.00 pour le domaine public et le réseau privé soit amortie dès 2020, en 30 ans, par tranches annuelles de Fr. 5'800.00, le solde la dernière année.

La Présidente ouvre la discussion.

M. Yves **MORAND** demande si les parts privées dont on parle sur les Fr. 175'800.00 seront des installations privées payées par la Commune. Il souhaite également savoir qui paiera les travaux d'investigation concernant l'étanchéité ? Il termine en demandant si les privés devront payer quelque chose à la Commune ?

M. **FOLLY**, répond que la part privée reste privée, soit tout ce qui est sur des parcelles privées. Ce qui est présenté dans le préavis est à la charge de la Commune uniquement.

M. **MORAND** dit que dans le préavis on parle de parts privées dans les Fr. 175'800.00. Il comprend donc que cela veut dire que l'on engage de l'argent pour la partie privée.

M. **PORZI**, Municipal, répond qu'en effet, mais uniquement au niveau des contrôles.

Mme **REGAMEY**, Municipale, répond que la Commune paye la conduite principale et les branchements privés jusqu'à la limite des parcelles. Le privé paiera donc son raccordement jusqu'à la limite de sa parcelle. Il y a une différence entre la conduite principale, qui est sur la partie communale, et tous les petits branchements qui vont dessus, qui eux proviennent des privés. Comme l'a expliqué M. FOLLY dans son rapport, tout ce qui va sur le domaine public est aux frais de la Commune et tout ce qui est sur les terrains privés sera aux frais des privés. Techniquement, ils font une différence entre la conduite communale et les branchements qui vont vers les privés.

M. Thierry **JAQUIERY** demande quel sera le délai pour les privés pour appliquer ces exigences.

Mme **REGAMEY**, Municipale, répond qu'en principe le délai est de deux ans dès que le collecteur sera effectif. Cependant, les travaux qui vont être entrepris vont comprendre le branchement de trois grands tuyaux qui sont en attente dans le réseau et qui deviendront, par ces travaux-là, effectifs. Ceci signifie qu'il y aura le séparatif jusqu'à la STEP. A partir du moment où ce réseau sera fonctionnel, la Commune donnera aux privés un délai de 2 ans pour se mettre en conformité.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

Au vote, les conclusions des rapports sont acceptées à l'unanimité des membres présents.

9) Préavis n° 04/08.2018 – arrêté d'imposition pour l'année 2019

Ce préavis est transmis à la Commission des finances.

10) Préavis n° 05/08.2018 – demande d'un crédit pour financer la participation communale à la réfection du pont supérieur des Iles et le remplacement de la conduite d'eau potable

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

Sophie ROUQUETTE STUDER
Philippe CHABLE
Sandrine PITTOLAZ

Yves MORAND
Michelle STRICKER

Suppléants :

Roland THIEBAUD

Marc HAUSWIRTH

11) Simple questions.

M. François **LUDWIG** explique que nous sommes pratiquement tous automobilistes, voire cyclistes. Il pense que le thème de la prévention routière lié à la rentrée scolaire n'a échappé à personne. Il répète « Roues arrêtées, enfants en sécurité ».

M. LUDWIG continue en racontant qu'il est allé ce lundi en fin de matinée, jour de la rentrée scolaire, rassurer sa petite-fille, nouvellement enclassée au collège de Sous-Allens, afin qu'elle prenne le bon bus pour rentrer chez elle. C'est alors qu'il a assisté à une scène qui lui a fait froid dans le dos. Pour poser les faits, M. LUDWIG explique qu'en arrivant le long du chemin du Cherrat, il y a des places de parc pour les bus scolaires et que de l'autre côté du trottoir il y des containers à ordures. Quand il est arrivé sur place, le camion des poubelles était en train de vider les containers. Au même moment, le bus scolaire est arrivé, a pris un bout le chemin de Vegney, a tourné dans le parking de Sous-Allens et s'est positionné en face du camion des poubelles, qui lui était orienté direction Jura. Connaissant la conductrice du bus, il est allé la saluer et pendant qu'ils discutaient, aux environs de 11h40/45, le camion poubelles ayant terminé son chargement est parti, est passé à côté du bus, a fait quelques mètres, a tourné à droite en direction du chemin de Vegney, s'est arrêté, et a commencé à reculer, alors que des enfants étaient en train de sortir du collège de Sous-Allens et que des parents empruntaient le carrefour. Voyant cela, M. LUDWIG est allé vers le camion et aborde les deux messieurs qui étaient dedans, soit le chauffeur et son collègue. M. LUDWIG leur a expliqué, de manière ferme, que leur manœuvre était absolument inconsciente, que l'on ne reculait pas au milieu d'enfants, dans un carrefour, et qui plus est, à l'heure de la sortie des classes. Il a ajouté qu'au moins un des deux aurait pu sortir de son camion pour aller assurer la sécurité et a terminé en leur disant qu'il espérait qu'une chose qu'ils n'écraseraient jamais un enfant.

M. LUDWIG a passé son permis de camion aux pompiers, et sait de quoi il parle quand il dit qu'il y a des angles morts sur ce genre de gros camions. De plus, ce camion poubelles, qui ne date pas d'aujourd'hui, n'était pas équipé de caméras et on lui a dit également que le camion en question n'avait pas de signal de recul.

En rediscutant de ce qu'il venait de se produire avec la conductrice du bus scolaire, celle-ci lui a dit que c'était fréquent que le camion poubelle passe à 11h30 afin de vider les containers. En plus, le bras du camion servant à soulever les containers, passe par-dessus le trottoir sur lequel passent les enfants.

M. LUDWIG demande donc à la Commune qu'elle écrive, de suite, à l'entreprise chargée de ces travaux, pour lui interdire l'accès aux containers qui sont près des écoles aux moments où les enfants se rendent à l'école et en sortent. Il y a suffisamment de containers sur Saint-Prex pour en vider d'autres à ces heures-là.

M. Raymond **TARDY** demande à la Municipalité quand commenceront les travaux relatifs au préavis 03/06.2018 relatif à l'étanchéité des tuyaux existants à l'avenue de Taillecou.

Sa deuxième question, qui est aussi une constatation, porte sur le chemin de la Vergognausaz. En effet, celui-ci devient très utilisé par les riverains, ce qui fait qu'il devient difficile, à certains moments de la journée, de pouvoir croiser au carrefour de la route de Villars et chemin de la Vergognausaz. Ce carrefour étant très étroit, surtout avec des véhicules agricoles qui sont généralement assez larges, les exploitants rencontrent pas mal de difficultés. Il constate que cette route est également de plus en plus utilisée.

Actuellement, sur le plat d'Etoy, dans la zone industrielle de la route d'Etoy est à 60km/h, et M. TARDY demande pourquoi est-ce qu'à Saint-Prex, elle reste à 50km/h depuis le Pont Rouge jusqu'à quasiment Buchillon. Il pense que cet état de fait incite également les utilisateurs de cette route à prendre celle de Vergognausaz qui elle, est limitée à 80km/h et 60km/h sur la fin, alors que la route cantonale est à 50km/h. M. TARDY demande s'il ne serait pas judicieux de permettre de rouler un peu plus vite sur la route cantonale, ce qui pourrait éventuellement inciter certains conducteurs à prendre cette route plutôt que celle de la Vergognausaz.

Mme **REGAMEY**, Municipale, répond que les travaux à l'avenue de Taillecou commenceront au printemps 2019.

M. Roger **BURRI**, Municipal, répond à M. TARDY que la limitation de vitesse sur la RC 1 est imposée par la loi sur la circulation routière et qu'elle limite la vitesse générale en localité à 50km/h. Il informe le Conseil que les législateurs souhaitent faire disparaître les écriteaux informant du 50km/h de l'entrée des localités. Modifier la vitesse pour en accorder une plus importante, alors qu'on est en localité au sens strict de l'application de la loi sur les routes, sera difficile. A contrario, et c'est peut-être là que le problème est bien réel, c'est que le chemin de la Vergognausaz est hors localité, et est surtout considéré comme liaison entre les communes. Ce n'est pas faute d'être intervenu plusieurs fois déjà, car ce soucis, la Municipalité l'a sur les épaules depuis plusieurs années, et d'avoir essayé de solliciter auprès du service des routes de la DGMR la mise de ce tronçon sur l'ensemble à 60km/h. La Municipalité s'est vue systématiquement refuser ses demandes par cette dernière.

M. Philipp **LANGER** a appris que la partie avec la tour du Château de Saint-Prex est à vendre et demande à la Municipalité si elle a envisagé de l'acquérir. Il croit se souvenir avoir appris que la Commune l'avait vendu à l'époque 1 Fr. symbolique et qu'elle est maintenant à vendre à 7 millions. Il se demande s'il y a eu une réflexion de la Municipalité quant à la possibilité d'acheter cette partie du Château.

M. **MOSINI**, Syndic, répond qu'en effet la Municipalité a appris ladite vente, mais n'a pas contrôlé son montant. Il continue en expliquant que la Municipalité étant dans une période où elle cherche à faire des économies, elle n'a pas osé proposer un préavis au Conseil pour cette acquisition.

Mme Barbara **DELLWO** a remarqué que beaucoup de poubelles ont été enlevées des rues du Bourg, notamment celles du Pont-Levis. Elle en demande la raison et pense que l'une des bonnes manières de lutter contre le littering est justement l'accès à de nombreuses poubelles pour les usagers. Elle déplore cet état de fait.

Mme **DELLWO** a également constaté que la taille de la plage du Bain des Dames était réduite cette année et demande à la Municipalité si elle a une explication sur ce fait.

D'autre part, toujours au Bain des Dames, Mme **DELLWO** regrette qu'il y ait régulièrement des soucis avec des propriétaires de chiens qui les emmènent sur cette plage et qui laissent à l'abandon les excréments laissés par ceux-ci. C'est un problème récurrent et Mme **DELLWO** demande s'il n'y aurait pas une solution que la Municipalité pourrait mettre en place. Elle sait que l'accès à cette plage est pourtant déjà interdite aux chiens, mais elle se demande si le personnel de la voirie pouvait éventuellement faire des passages sur la plage, notamment le matin, afin de faire un contrôle, et cas échéant, nettoyer ce qui doit l'être.

M. **BURRI**, Municipal, répond que si l'on devait mettre un Municipal derrière chaque chien, il y aurait 2'500 personnes autour de leur table. Il rappelle que la Municipalité a mis en place un dispositif avec des écriteaux qui interdit l'accès aux chiens sur les plages du mois de mai au mois de septembre. Ceci dans l'intérêt des baigneurs. Si ces mêmes propriétaires de chiens ne se conforment pas à ce règlement, il est impossible pour la Municipalité d'être derrière eux systématiquement. De plus, si la police les voit faire, elle verbalise.

Concernant l'enlèvement des poubelles dans les rues du Bourg, en effet, c'est une mesure qui peut ne pas paraître pertinente, si l'on veut lutter contre le littering. Mais c'est une mesure qui est pertinente si l'on veut lutter contre le remplissage de ces poubelles de ville par des ordures ménagères qui devraient être mises dans des sacs blancs, et qui par conséquent échappent à toutes taxes. Pour le moment, c'est cette mesure qui a été prise. La prochaine sera probablement de faire un choix sur des poubelles de ville avec des orifices beaucoup plus petits, qui permettront juste de mettre un papier, un paquet de cigarettes, un chewing-gum par exemple, et non plus des gros cornets que l'on bourre dans les poubelles actuelles.

M. **BURRI** ajoute que les Conseillères et Conseillers verront peut-être une fois les statistiques quand elles sont faites en fin d'année. La Commune de Saint-Prex a en effet une augmentation très significative des tonnages des poubelles de ville et rappelle que ces déchets-là, bien qu'ils soient acheminés à la même place que les sacs taxés, ont une source de financement différente. Il y a un réel problème avec ces abus et c'est dans ce cadre-là que la Municipalité a pris cette mesure, certes drastique, mais qui leur permet d'avoir un certain contrôle sur ces fraudes.

Mme **DELLWO** imagine bien qu'il ne peut y avoir un Municipal derrière chaque chien, mais elle suggérerait, en ayant vu souvent des employés communaux qui travaillent aux abords du Bain des Dames, s'ils pouvaient en profiter pour s'assurer de l'état de la plage et enlever les déchets provenant des animaux.

M. **BURRI** répond que c'est une bonne idée et que le message sera transmis dans ce sens-là.

Mme **DELLWO** l'en remercie.

Mme Sophie **ROUQUETTE STUDER** demande un bref point d'avancement sur les travaux de futurs locaux administratifs de la Commune de Saint-Prex. Elle aimerait également savoir s'il y a eu une réflexion concernant la future affectation des locaux actuels.

M. **PORZI**, Municipal, répond que les travaux avancent normalement, bien qu'un peu de retard ait été pris en raison des vacances d'été de certaines entreprises. En principe, l'administration communale devrait pouvoir en prendre possession à fin janvier 2019.

Concernant l'utilisation des locaux libres, la Municipalité n'a pas encore eu de réflexion à ce sujet.

Ils les ont visités à plusieurs reprises et M. **PORZI** s' imagine même le Conseil dans l'une de ces salles, mais rien n'a encore été décidé.

M. Luc **MORET** a entendu une rumeur concernant l'horloge selon laquelle, en raison d'une plainte de l'un des habitants du Bourg, les cloches qui donnent les heures ont arrêté de sonner et demande si cela est vrai.

M. **BURRI**, Municipal, répond que c'est en effet la rumeur qui court. Il explique que l'installation est en panne. Le marteau qui tape la cloche s'est désolidarisé de sa structure et tape donc dans le vide. Il y a également quelques petits problèmes avec le mécanisme aussi et l'équilibre des aiguilles. L'horloge est une très vieille dame et son mécanisme patine à la montée et a de la peine à se freiner à la descente. Ce qui fait que de 00h30 à l'heure suivante, l'horloge retarde, puis elle rattrape entre l'heure et l'heure 05. Tout cela va rentrer dans l'ordre. Il termine en disant que la Municipalité n'a pas répondu à la pression d'un citoyen qui ne supportait pas ce bruit.

Plusieurs Conseillers les en félicitent.

M. Michel **CONNE** a une remarque à la Municipalité concernant la plage du Chauchy, comme chaque année lorsque l'on revient au conseil communal après les vacances.

Il avait fait l'année dernière une présentation en photos de l'état de la plage certains jours. Depuis celle-ci, il peut assurer que la plage est propre, bien qu'il y ait encore certaines améliorations à faire, principalement dans les mégots et les capsules de bière, qui peuvent blesser les enfants lorsqu'ils marchent dessus. Il n'a pas la solution.

Cependant, il y a quand même quelque chose qu'il a relevé, il y a bien 10 ou 15 ans. Lorsque le bassin pour enfants de la plage du Chauchy a été vidé, on lui avait assuré qu'il serait bientôt enlevé. A ce jour, cela n'a toujours pas été fait et ce bassin est plein de cailloux et sert même à recevoir tous les restes de charbon de bois des grills. C'est peut-être une bonne chose en soi, parce qu'au moins ce charbon ne se promène pas n'importe où, mais cela n'est pas très beau. D'autre part, cela est certainement dû à l'été, l'état de l'herbe n'est pas celui qu'il devrait être pour une commune telle que Saint-Prex. Il sait que certaines communes ont des abords de plage et de piscine qui sont agréables et sur lesquelles on a envie d'aller. Il était encore cet après-midi sur la plage du Chauchy avec ses petites-filles et avait presque honte d'habiter tout proche de cet endroit-là.

Il est conscient que ce n'est pas un problème facile, mais demande que la Municipalité trouve au moins une solution pour ce bassin. Il a même pu observer que l'on peut encore voir le cheminement du canal qui amenait l'eau pour aller au lac, simplement parce que l'herbe ne pousse pas à cet endroit-là.

M. **CONNE** a également remarqué que les dessous des tables de ping-pong ont été changés, peut-être grâce au fait qu'il y a des délinquants qui ont mis le feu à une poubelle. Par contre, il y a une table de ping pong qui est fendue depuis bien quelques années.

Il sait que la Municipalité ne peut pas engager de grosses dépenses, mais remarque que la Commune a quand même fait le terrain de foot, la salle de gym, maintenant la piscine, et pense qu'il est tout de même possible d'allouer quelques dizaines de milliers de francs pour mettre cette plage dans un état qui fasse envie aux gens de venir s'y baigner.

M. **BURRI**, Municipal, observe que M. CONNE a déjà pratiquement, dans ses remarques, apporté un certain nombre de faits qu'il voulait aborder. M. BURRI lui assure qu'il a raison, mais que la Municipalité n'a pas des moyens infinis, en parlant de ressources humaines et techniques. C'est un problème qui a déjà été relevé il y a déjà une année ou deux, lors d'une séance du Conseil communal, par M. MORAND qui avait remarqué que l'on pourrait faire un peu mieux sur ces plages, et en particulier aussi à la place d'Armes. Cette année, la Commune a fait un effort particulier sur la place d'Armes, ça ne s'est malheureusement pas vu beaucoup, car ces efforts ont été annihilés par la période de sec. Actuellement, elle n'a pas les effectifs nécessaires, il faudrait engager des moyens importants et affecter pratiquement un collaborateur pour satisfaire à l'arrosage de cette plage régulièrement, plusieurs heures par jour, ainsi que pour installer et démonter les systèmes d'arrosage.

L'aspect esthétique, il en convient, n'est pas une bonne image de Saint-Prex. Toutefois, la végétation, la strate herbacée qui est sur cette plage, n'a pas une énorme valeur, elle repousse rapidement lorsqu'il y a quelques jours de pluie et que la météo redevient un peu plus clémente. Il aurait pris avec beaucoup de sérieux la remarque de M. CONNE si la Commune avait laissé brûler un gazon anglais. C'est un choix qui a été fait, simplement parce qu'ils n'arrivent pas à passer partout en même temps.

Il remarque cependant que l'on n'a pas vu de fleurs fanées. Pour cela, la Commune engage de l'argent, et entretient ces fleurs.

Au début de son mandat, il y avait déjà eu une étude pour voir quel système d'arrosage fixe il était possible de mettre en place sur cette plage. La Municipalité y avait renoncé pour des questions de coûts. Mais peut-être que l'on pourrait y penser assez prochainement, si le projet d'aménagement de cette plage voit le jour. A l'occasion de ce chantier, le petit bassin pourra être enlevé car il y aura les machines adéquates sur place.

Malheureusement, il n'est pas possible à la Municipalité de pouvoir entreprendre tout ce qui devrait être fait, et il en veut pour preuve que cela fait 17 ans qu'il souhaite refaire le revêtement du chemin du Cheminet et qu'il n'a toujours pas réussi.

Il espère arriver un jour à améliorer le sujet des entretiens des plages mais ce sera peut-être un peu plus tard que le lendemain d'une intervention lors du Conseil communal.

M. BURRI remercie les Conseillères et Conseillers de leur compréhension.

M. Jacques **ROCHAT** n'a pas fait de remarques pour demander un changement concernant le dernier procès-verbal que les Conseillères et Conseillers ont reçu. Cependant, il aimerait rendre les membres du Conseil attentifs au total des voix de l'un des votes de la séance du 27 juin 2018.

En effet, lorsque l'on fait le total des voix de ce vote, il y a certain nombre de oui, de non et d'abstention, mais il manque encore plusieurs voix pour arriver au nombre total des membres présents le 27 juin 2018.

Comme il est assis derrière lors du Conseil de ce soir, il a pu observer le déroulement du vote de tout à l'heure et il pense que ce problème de voix manquantes est dû aux Conseillères et Conseillers.

Il trouve que par rapport au serment qui est fait, que l'on doit faire les choses avec diligence, etc, les membres du Conseil pourraient avoir la politesse de garder leur main levée assez longtemps pour que les scrutateurs aient le temps de compter.

Ce n'est pas eux qui sont en cause, mais il a pu constater lors du vote de ce soir que c'était un peu fouillis et que la votation était importante. Il conclut en disant que les Conseillères et Conseillers, lui compris, doivent être assez diligents pour garder la main levée, la lever suffisamment haut et ne pas se gratter le menton avec lors du comptage des votes.

Mme la Présidente prend note de cette remarque et pour les prochaines votations, le bureau sera peut-être plus policier, le total des votes sera fait et devra correspondre au nombre de Conseillères et Conseillers présents.

M. Jean-Noël **FANGUIN** a une doléance concernant la possibilité d'installer une salle d'eau près du boulodrome au Vieux-Moulin, parallèlement au terrain de football, de manière à ce que des personnes n'aillent pas uriner un peu partout ou autre. Il demande à la Municipalité s'il serait possible d'installer cela, au moins l'été pour tout un chacun : soit les sportifs, etc, de manière à ne pas devoir aller au Vieux-Moulin, car tout le monde n'a pas la clé pour aller aux toilettes. Peut-être est-il possible d'installer des WC mobiles ?

M. **MOSINI**, Syndic, répond que la Municipalité va réfléchir à la question. Il ne pense pas que des ToiToi soient très esthétiques, mais éventuellement d'installer des toilettes supplémentaires à quelque part.

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clos la discussion.

12) Contre-appel.

Les scrutateurs procèdent au contre-appel.

La séance est levée à 21h13.

La Présidente :

Anouk Gaumann



La Secrétaire :

Lydie Rochat